

Les « Trente Glorieuses » dans le monde et, particulièrement, en France

I. La reconstruction économique

1) Dans les pays capitalistes industrialisés, une reconstruction plutôt rapide et novatrice

- Le rôle primordial des Etats-Unis
 - Bretton-Woods, 1944 -> le dollar comme monnaie internationale + position prépondérante au FMI comme dans la BIRD (1946) des Etats-Unis, principaux contributeurs
 - Le GATT (1947) -> un soutien à la reprise du commerce international (dont les Etats-Unis assurent à eux seuls le quart, au lendemain de la guerre)
 - L'aide américaine enclenche la reconstruction, en Europe occidentale avec le plan Marshall (1947-1948), au Japon à partir de 1950 : les Etats-Unis font à la fois une bonne œuvre et une bonne affaire
 - Une reconstruction achevée au milieu des années 1950
 - Les Etats européens de l'Ouest, dont la France, retrouvent au début des années 1950 leurs niveaux de production d'avant-guerre et commencent ensuite à pouvoir exporter à nouveau des produits manufacturés
 - Le Japon, dont l'économie est stimulée pour la guerre de Corée, s'intègre rapidement
 - Une reconstruction qui s'accompagne d'importantes mutations (déjà bien amorcées dans le système économique américain)
 - Les grandes entreprises occupent une place de plus en plus centrale
 - Emergence (ou renforcement) d'un contre-pouvoir syndical
 - Interventions de l'Etat, de façon dynamique, dans les questions économiques et sociales
- ⇒ Dans des économies qui restent fondamentalement des économies de marché, les mécanismes du marché sont pondérés par les relations entre de puissants ensembles, grandes firmes, confédérations syndicales gouvernement et administration

La « nouvelle donne » en France

- économique -> des mesures de nationalisations de grandes entreprises (1944-1946) donnent à l'Etat le contrôle, total ou partiel, de trois secteurs-leviers pour l'activité économique : énergie, transport, crédit. Le rayon d'action économique de l'Etat est encore élargi par la nationalisation d'entreprises industrielles comme Renault
 - > Avec le 1^{er} plan de reconstruction dont l'élaboration est confiée à Jean Monnet (Janvier 1946) prend forme une planification indicative et incitative, très différente de la planification soviétique
- sociale
 - ⇒ Création de comités d'entreprises
 - ⇒ Mise en place de la Sécurité Sociale pour couvrir les salariés contre les aléas de la vie (maladie, invalidité, vieillesse, décès, accidents du travail) + généralisation et unification des Allocations familiales

2) De l'autre côté du rideau de fer

- L'URSS planifie la reconstruction de son économie en reprenant, à l'identique, le modèle mis en place par Staline dans les années 1930. Elle impose les mêmes choix aux Etats de l'Europe de l'Est
- Absents du FMI et du GATT et réduits ainsi à leurs propres forces, les pays socialistes peinent à vaincre les pénuries provoquées par les destructions de la guerre et que les priorités de la planification stalinienne contribuent à pérenniser

II. Une croissance économique sans pareille dans les pays capitalistes développés (du milieu des années 1950 à 1973)

1) Les aspects de la croissance

- Une croissance forte et durable, pendant un quart de siècle, les pays capitalistes développés (qui se regroupent en 1960 dans l'OCDE - Organisation de coopération et de développement économique) accroissent en moyenne leur PIB de 5% par an, et connaissent le « plein emploi »
- Une conjonction de facteurs favorables : l'expansion de la consommation intérieure accompagne celle du commerce international ; les besoins croissants - rapidement - en énergie sont couverts par le développement de la production du pétrole (qui se substitue au charbon et qui reste à des prix bas)
- Des disparités cependant
 - Dans le temps : s'il n'y a pas de récession prolongée, certaines périodes sont marquées par un moindre élan que d'autres
 - Suivant les pays

2) Les facteurs de la croissance

- Les innovations scientifiques et technologiques et le progrès des méthodes de production
 - Dans la seconde moitié du 20^{ème} siècle, le nombre des savants et leurs inventions a dépassé celui qu'avait totalisé toutes les périodes de l'Histoire jusqu'à la 2^{nde} Guerre mondiale -> La deuxième révolution industrielle arrive à maturité (automobile, aéronautique, construction électrique, chimie). La troisième s'amorce (nucléaire, aérospatial, électronique)
 - La taylorisation des méthodes de production et les modes de gestion déjà en place dans les grandes entreprises américaines s'étendent et se généralisent : elles permettent d'importants gains de productivité et poussent à la concentration des entreprises comme au développement de leurs investissements
- Le développement des échanges internationaux
 - Développement des échanges de produits : il est favorisé par l'abaissement progressif des tarifs douaniers à la suite des conférences qui, dans les années Cinquante et Soixante, se situent dans le prolongement des accords du GATT de 1947. La CEE favorise les échanges intra-européens (elle permet à la France d'élargir ses débouchés)
 - ⇒ Entre 1945 et 1973 le rythme de la croissance du commerce mondial est supérieur à celui de la production (+7%). La concurrence incite les entreprises à accroître leur productivité - c'est le cas des entreprises françaises qui ne disposent plus de « marchés captifs » outre-mer -, l'élargissement des débouchés pousse aux investissements productifs
 - Développement des échanges de capitaux : il est notamment marqué par la croissance des investissements directs à l'étranger de la part des firmes multinationales (américaines d'abord puis plus seulement - cf Renault ou Rhône Poulenc en France)
- L'action de l'Etat (théorisée par les disciples de Keynes, dont les idées deviennent la base de la nouvelle orthodoxie économique)
 - En employant la panoplie des mesures budgétaires et des commandes publiques, les gouvernements s'efforcent de réguler au mieux la conjoncture (freiner en douceur en cas d'emballement, relancer en cas d'essoufflement)
 - La prospérité des années 1960 incite les gouvernements à amplifier leur action sociale. Cela permet aux moins favorisés de participer aux fruits de la croissance et soutient donc la consommation
 - Dans certains pays, l'Etat joue aussi un rôle d'entrepreneur (Royaume-Uni, Italie, France - où les entreprises nationalisées jouent un rôle pilote pour les concentrations (Aérospatiale) ou pour la politique sociale (Renault) -) et/ou un rôle de planificateur (Japon, France où le général de Gaulle souligne « l'ardente obligation » du Plan)
- Du côté des entreprises
 - Tendance à la concentration -> augmentation des capacités d'investissement permettant les gains de productivité
 - Généralisation du système de gestion fordiste, dans tous ses aspects : organisation du travail selon les principes de Taylor - avec stricte séparation entre tâches de conception et

- tâches d'exécution et politique salariale soutenant la consommation de masse (sous la poussée, souvent, des syndicats)
- Le capital humain au fondement de tous les « miracles » (japonais, allemand, italien... ou français)
 - Le baby boom de l'après guerre se prolonge par une croissance démographique soutenue jusqu'au milieu des années 1960 (particulièrement spectaculaire en France). Cela entraîne un rajeunissement de la population et un état d'esprit plus ouvert aux innovations. Cela débouche également sur une augmentation du nombre de consommateurs et (à partir des années 1960) de la main d'œuvre
 - Les actifs sont de mieux en mieux formés et de plus en plus qualifiés. Ils ont aussi un pouvoir d'achat de plus en plus élevé (développement de « l'Etat-providence » ; diffusion du fordisme dans les entreprises ; renforcement du contre-pouvoir syndical - pour les syndicats français)
 - L'augmentation du pouvoir d'achat rencontre une forte envie de consommation. Celle-ci a été aiguisée par la pénurie des années de guerre et d'après-guerre - qui succédaient de plus à des années de crise). Elle est soutenue par le développement des formules de crédit et des techniques de publicité et de marketing. Ainsi, le développement de la consommation de biens de plus en plus diversifiés vient soutenir le développement des investissements, qui favorise la croissance des industries de base et des industries de base et des industries d'équipement. Le couple de la production de masse et de la consommation de masse est au fondement de la croissance des Trente glorieuses, qualifiée à bon droit de « croissance fordiste »

3) Les évolutions sectorielles

- L'industrie est le fer de lance de la croissance
 - Les industries les plus dynamiques se situent dans les secteurs des biens d'équipements - chimie, aéronautique - et des biens de consommation durables (où se constituent des « blocs de croissance » avec des effets d'entraînement en amont comme en aval, pour la production de biens manufacturés mais aussi des services - c'est le cas pour l'automobile, les appareils ménagers, la chimie fine)
 - Les industries traditionnelles (textile, sidérurgie) sont contraintes, elles, à des restructurations plus ou moins réussies
- L'agriculture progresse grâce à l'industrie qui lui fournit les éléments de sa mécanisation et de sa chimisation. Cela débouche sur une forte augmentation des rendements et de la productivité du travail. Elle permet une remarquable croissance des récoltes (+100% en un quart de siècle) et le développement de l'élevage, ce qui répond à la diversification de la consommation alimentaire

Pour les campagnes françaises, les années Cinquante sont celles de la première révolution agricole de leur histoire depuis le Moyen-Age. Au début des années Soixante-dix la France est une grande puissance exportatrice de produits agricoles. A partir de 1961, cette modernisation s'est effectuée dans le cadre de la Politique Agricole Commune élaborée par la CEE. L'Etat s'est efforcé de mettre en place des mesures permettant de conserver des exploitations familiales en leur donnant les moyens de devenir des entreprises rentables. Mais ces mutations ne vont pas sans provoquer de vives réactions dans le monde paysan

- L'essor et la diversification des activités de services accompagnent la croissance économique. Certaines rendent plus efficace le travail productif (transports, banques et assurances, gestion des entreprises, services commerciaux). D'autres répondent aux besoins nouveaux que peuvent - et veulent - satisfaire les consommateurs (santé, culture, loisir). Le commerce de détail est marqué par la révolution des grandes surfaces (premier Carrefour en France en 1960). Les services publics se développent avec l'accroissement du rôle de l'Etat dans la vie économique et sociale. Le secteur tertiaire devient ainsi le principal créateur d'emplois et au début des années Soixante-dix fournit plus de 50% du PIB

4) Les déséquilibres de la croissance

- Une croissance sous inflation dans un certain nombre de pays (Italie, France, où l'inflation est parfois contenue mais jamais complètement enrayerée). A la fin des années 1960, l'importance des sorties de dollars hors des Etats-Unis (aides aux alliés + investissements directs des firmes multinationales US) entraîne une tension inflationniste généralisée, qui gagne les Etats-Unis eux-mêmes
- Une croissance qui creuse les contrastes régionaux (en France dynamisme au Nord et à l'Est d'une ligne le Havre - Marseille ; retard à l'Ouest et au Sud ; en Italie triangle industriel Turin-Milan-Gênes / Mezzogiorno), en dépit des interventions correctrices de l'Etat (en France, la Délégation à l'Aménagement du Territoire et l'Action Régionale - DATAR)

III. A « l'Est » et au « Sud », des années plus ou moins glorieuses

1) A l'Est

- Entre 1953 et 1964, les réformes impulsées de façon assez brouillonne par Khrouchtchev permettent une sortie de la pénurie généralisée des biens de consommation mais sans déboucher sur l'abondance promise
- Après 1964, l'immobilisme prévaut, en dépit de réformes en trompe-l'œil. Priorité est donnée à la montée en puissance militaire (3/4 des investissements industriels). Dans les autres secteurs gaspillages et blocages, joints à l'absence de motivation des travailleurs, débouchent sur une production plus que médiocre dont la durée d'utilisation est limitée

2) Au Sud

- L'accroissement des disponibilités alimentaires mondiales permet une progression notable de l'espérance de vie (non sans disettes et même famines catastrophiques)
- Certains pays d'Asie Orientale et d'Amérique Latine commencent à s'industrialiser
- Des efforts pour « encourager le développement économique » dans les perspectives tracées à Bandoung
 - Par les aides financières accordées dans le cadre (multilatéral) d'organisations internationales, par les Etats développés : c'est ce que demande le groupe des 77 (Etat en voie de développement) lors de la première Conférence des Nations Unies pour le Développement (CNUCED) en 1964, dans la perspective d'un décollage (« take off ») considéré comme inéluctable selon les théories de Rostov
 - Par la contestation d'un ordre économique mondial où le développement des uns ferait système avec le sous-développement - ou le mal développement - des autres, du fait de la « dégradation des termes de l'échange » : c'est la position qu'adoptent progressivement le « groupe des 77 », au fil des CNUCED, de même que le mouvement des non-alignés -> un « Nouvel ordre économique international »
 - ⇒ Les efforts de regroupement des pays producteurs exportateurs de produits de base (OPEP, créée en 1960)